



RAPPORT ANNUEL 2019
Interpeller, mobiliser, agir
pour les populations rurales en zones arides

Conception et mise en page : CARI / Stéphanie Dubois de Prisque et Léa Bages

Crédits photos : Couverture : RASCA Prod | p.3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 : CARI | p.11 : APEB | p.12 : Francis Tack | p.13 : ASOC | p.14 : REFEDE | p.16 : IRD | p.17 : FFEM Eric Thauvin | p. 18 : Pixabay

Imprimé par Etapes Print (34) sur papier recyclé





sommaire

4 RAPPORT MORAL

5 RAPPORT D'ACTIVITÉ

- L'action associative du CARI en local et sur toute la France p.5
- Se mobiliser ensemble pour influencer sur les décisions politiques p.6
- Participation active à la 14^{ème} COP de la convention désertification p.7
- Accompagner les acteurs français p.8
- Sauvegarder les oasis p.10
- Gérer durablement les terres au Sahel p.14
- Promouvoir l'agroécologie en zones arides p.16

18 RAPPORT FINANCIER

20 ANNEXES

- Conseil d'administration p.20
- Equipe salariée p.21
- Partenaires p.22
- Réseaux p.23



CRISE SANITAIRE : LE « ROI » DÉVELOPPEMENT EST-IL NU ?

Patrice Burger, président du CARI

En cette mi-mars 2020 d'écriture de ces lignes, nous sommes aux premiers jours d'un confinement inédit en France afin d'enrayer une crise sanitaire en conséquence d'une propagation fulgurante du virus COVID-19.

Déplacements interdits, système sanitaire en limite, arrêt brutal de l'économie, fermeture des frontières, etc. Le scénario d'une crise déstabilisant les sociétés humaines se réalisent sous nos yeux ébahis. Face à des mesures de restrictions que l'on croyait reléguées aux oubliettes de l'Histoire, des comportements généreux émergent en même temps que des attitudes de replis sur soi. Prenant la mesure de la situation, les déclarations d'un président de la République française appellent « à la solidarité », comptant sur la population « *pour faire nation* », confessant « *qu'il nous faudra demain tirer les leçons et interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé le monde depuis des décennies et qui révèle ses failles* ».

Vraiment ? Sommes-nous à ce tournant majeur consistant à remettre en cause ce modèle prédateur sur lequel nous alertons depuis tant d'années ? Combien de fois avons-nous mentionné d'autres bombes à retardement comme l'insécurité alimentaire, la croissance de la pauvreté ou l'inexorable catastrophe lente de la dégradation des terres et des écosystèmes ? Si le CARI n'a aucune prétention de se hisser comme interlocuteur majeur et encore moins de détenir des solutions, son rapport annuel 2019, comme les dix-huit autres qui l'ont précédés, démontre qu'il ne ménage pas sa peine en Occitanie, en Afrique sahélienne avec le ReSaD, au Maghreb avec le RADDO et au niveau mondial avec Drynet et d'autres.



Combien de fois avons-nous mentionné d'autres bombes à retardement comme l'insécurité alimentaire, la croissance de la pauvreté ou l'inexorable catastrophe lente de la dégradation des terres et des écosystèmes ?



Dans une dynamique multi-acteurs associant société civile, le monde de la recherche et institutions, le CARI fait avancer les questions brûlantes de notre temps à travers ses quatre axes d'intervention : accompagner les acteurs français, sauvegarder les oasis, gérer durablement les terres au Sahel et promouvoir l'agroécologie en zones arides. Il décline son action dans les enceintes internationales, en tentant de peser sur les décisions, mais aussi sur le plan local, avec les populations qui sauvegardent leurs terres et leurs écosystèmes. Nouveauté 2019, le CARI privilégie, déjà avant le confinement, des formes d'appui à distance, de nouveaux encadrements entre équipe salariée et conseil d'administration,

d'administration, de nouveaux outils collaboratifs, un élargissement des équipes opérationnelles à des postes dédiés à la communication et au plaidoyer et l'engagement de nouveaux projets dans le domaine de l'agroécologie. Moteur de quatre sites Internet, acteur engagé dans plusieurs institutions, réseaux, plateformes et coordinateur de deux réseaux internationaux, le CARI démontre une année de plus qu'il s'inscrit dans les enjeux sociaux de notre temps. Avec modestie face à la tâche, avec exigence pour viser le succès, avec détermination pour surmonter les obstacles.

L'ACTION ASSOCIATIVE DU CARI EN LOCAL ET SUR TOUTE LA FRANCE

Partage d'expériences et sensibilisation

Dans le cadre de sa mission de sensibilisation citoyenne, le CARI partage ses expériences auprès du monde étudiant et du grand public. Le CARI est intervenu dans le Master "Opérateur en coopération internationale et développement" de l'université Montpellier, le Master "Agronomie" du Cirad, le Master "Ingénierie des projets et des politiques publiques" du CIHEAM-IAMM et celui sur la "Gestion de l'eau" d'AgroParisTech. Comme chaque année, le CARI participe aussi au festival des solidarités qui se décline à Montpellier en quinzaine de la solidarité internationale. Avec le GTD, le CARI a organisé une conférence sur la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel et participé à la journée du lycée Bazille-Agropolis intitulé "Produire et consommer autrement : quels possibles ?". Plus d'une centaine d'élèves ont profité du savoir du CARI sur l'accaparement des terres et les semences paysannes. Dans le cadre du projet TERO qui concerne l'axe oasis, le CARI a co-organisé une soirée sur l'engagement volontaire des jeunes au campus de Sup'Agro avec Ingénieurs Sans Frontières et France Volontaires.

Accompagnement d'une communauté de gens du voyage

Depuis plus de 10 ans, le CARI, par l'intermédiaire de son administrateur Alain Catherine, intervient auprès des habitantes et habitants des terrains du quartier « La Gaussème » et « Les Horts » à Pignan dans l'Hérault. Objectif : contribuer à l'égalité des chances et à la lutte contre les discriminations en matière de réussite éducative, santé, sécurité publique, emploi, insertion économique, et favoriser la cohésion sociale sur le territoire.

Ce projet est mis en œuvre autour de trois grandes actions :

- **Améliorer le cadre de vie** : une demande cette année pour l'installation de deux nouvelles toilettes sèches, un travail sur la sensibilisation à la collecte des déchets, la poursuite de l'aménagement des jardins potagers avec la collecte de fumier, l'achat de semence, l'entretien des clôtures, avec comme résultats une production non négligeable de légumes.

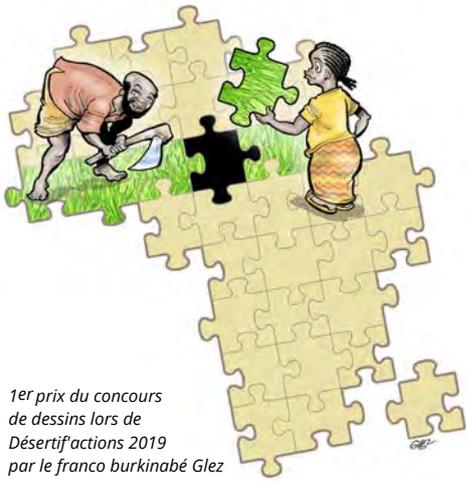
- **Accéder aux droits** : un accompagnement sur les demandes d'accès à un logement, au maintien des droits sociaux (RSA, demande de carte d'identité, etc.) et un accompagnement dans le cadre du contrat d'engagement réciproque de chaque personne au RSA.
- **Permettre l'accès au soin et à la scolarité** : un appui à l'inscription en crèche a été réalisé cette année, un suivi des vaccinations des enfants ainsi qu'une réorganisation pour pallier l'absence de soins infirmiers.

Les réseaux d'appartenance du CARI

Le CARI est membre des réseaux suivants :

- **Occitanie Coopération**, réseau régional multi-acteurs de la coopération et de la solidarité internationale
- **Maison des tiers-mondes et de la solidarité internationale**, basée à Montpellier
- **Agropolis international**, communauté scientifique de Montpellier sur l'agriculture, l'alimentation, la biodiversité et l'environnement
- **Coordination SUD**, coordination des ONG françaises
- **CRID**, collectif d'organisations de solidarité internationale et de mobilisation citoyenne
- **pS-Eau**, réseau multi-acteurs français pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement
- **F3E**, réseau associatif français dédié à la qualité, en terme de méthode de travail, des actions de solidarité internationale ou de coopération décentralisée
- **REF-Réseau Euromed France**, réseau d'organisations de la société civile française engagées dans les pays du pourtour méditerranéen
- **OSS-Observatoire du Sahara et du Sahel**, organisation intergouvernementale qui opère dans les zones arides, semi-arides, sub-humides et sèches de la région Sahara-Sahel.
- **Drynet**, réseau mondial d'ONG travaillant dans les zones arides.





1er prix du concours
de dessins lors de
Désertif'actions 2019
par le franco burkinabé Glez

SE MOBILISER ENSEMBLE POUR INFLUER SUR LES DÉCISIONS POLITIQUES

« **Nous sommes la terre qui se défend contre la désertification !** ». C'est sur ces mots forts de la société civile que s'est conclue la 4^{ème} édition du Sommet international des acteurs de la société civile Désertif'actions 2019.

Désertif'actions est le sommet international de la société civile sur les questions des terres, de la biodiversité et du climat. Inédite par son caractère, cette rencontre multi-acteurs fait se rencontrer les acteurs de la lutte contre la désertification du monde entier. Pour cette 4^{ème} édition, il a été organisé par le CARI (structure initiatrice de la rencontre depuis 2006), la plateforme d'associations burkinabées SPONG, et avec le soutien de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification.

Désertif'actions 2019 s'est tenu à Ouagadougou au Burkina Faso du 19 au 22 juin 2019 et a rassemblé plus de 380 personnes venues d'une quarantaine de pays, représentant 230 organisations multi-acteurs : communautés de base, ONG, scientifiques, collectivités locales, organisations internationales, du secteurs privés et publics... L'évènement a été organisé autour de trois panels, quatre ateliers thématiques et plusieurs sessions de sensibilisation ouvertes au grand public.

Dans la perspective des négociations de la 14^{ème} Conférence des Parties de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD) en Inde en septembre 2019, les participantes et participants entendent peser sur les décisions et remettre les terres au centre des préoccupations. Pour cela, une déclaration intégrant les contributions et recommandations issues des trois jours de travaux a été validée en clôture du Sommet. Les bailleurs principaux sont : l'ICN, le GEF, Both End, l'IRD, la FAO, les ministères et ambassades de France concernés. Liste exhaustive sur desertif-actions.org.

Extrait de la déclaration

« Notre conviction est qu'il faut mobiliser, avec nous tous, acteurs du développement que nous sommes, les forces en présence en milieu paysan, pastoral, oasiens et tant d'autres, qui sont citoyens du monde à nos côtés : ensemble, nous ne sommes pas les défenseurs de la terre face à la désertification, mais désormais NOUS sommes la terre qui se défend.

(...) Conscients des regains d'insécurité, nous refusons de nous laisser effrayer et affirmons par notre présence et nos travaux que nous sommes déterminés à opposer notre résistance à la fatalité du destin.

(...) Nous sommes déterminés à mener à bien les discussions sur le foncier dont le sujet est porté pour la première fois explicitement à l'agenda officiel de la Conférence des Parties de la CNULCD.

(...) Dans cet agenda, nos contributions iront aux liens terre, biodiversité, climat, au lien terre et énergies renouvelables, au lien rural et urbain, au lien terre et santé. »

Publications

Retrouvez sur desertif-actions.org

- [Synthèse de huit pages](#)
- [Rapport complet](#)
- [Déclaration "Nous sommes la terre qui se défend contre la désertification"](#)



2ème prix du concours de dessins lors de Désertif'actions 2019 par le franco burkinabé El Marto

PARTICIPATION ACTIVE À LA 14^{ÈME} COP DE LA CONVENTION DÉSERTIFICATION



Le CARI a participé à la 14^{ème} Conférence des Parties (COP) de la CNULCD (Convention des Nations unies pour la Lutte Contre la Désertification) avec une délégation de membres des réseaux qu'il coordonne (GTD, ReSaD et RADDO), composée de 21 représentantes et représentants d'associations de 9 pays.

Cette délégation a été présidée par Patrice Burger (président du CARI), et coordonnée par Manon Albagnac (chargée de mission CARI - Sahel Désertification, coordinatrice du ReSaD) et Mathilde Bourjac (chargée de mission CARI - Oasis, coordinatrice du RADDO).

La participation à la COP14 reflète la reconnaissance croissante du ReSaD au sein de la Convention Désertification, avec une délégation de 12 personnes du CNCOD (Niger), GTD (France), REFEDE (Mali) et SPONG (Burkina Faso). Cette délégation coordonnée par le CARI, avec un appui important du point focal ReSaD/SPONG, Omer Ouedraogo, a su rendre visible le réseau, défendre les positions communes élaborées dans les différents pays et lors de Désertifications 2019, et partager les expériences et pratiques de la société civile sahélienne.

Pour le RADDO, il s'agissait de la première participation à une COP de la Convention Désertification.

Les six membres du RADDO se sont appuyés sur la délégation du ReSaD pour comprendre cette COP et faire de cette première participation, une participation active et effective. Le RADDO a permis de rendre visible les oasis au sein de la CNULCD, premier jalon pour obtenir leur reconnaissance comme écosystèmes essentiels dans la lutte contre la désertification.

Le plaidoyer auprès des responsables politiques s'est articulé autour des axes suivants :

- Porter les positions de Désertifications 2019 : lors d'un événement parallèle et au travers des déclarations faites par la société civile dans les temps de négociations des Parties ;
- Porter les positions des organisations sahéliennes en intervenant dans des discussions organisées par des partenaires (UICN, GEF, etc.) ;
- Porter les positions des organisations oasiennes : à travers des prises de paroles lors des négociations et via un stand dédié à la sauvegarde des oasis ;
- Partager les expériences de la société civile en matière de LCD (Lutte Contre la Désertification) et de GDT (Gestion Durable des Terres) : le CARI et les réseaux ont organisé deux événements parallèles et ont été sollicités pour intervenir dans différentes tables-rondes.

Une expérience très enrichissante qui promet un réel engagement pour la suite de cette convention et des actions de plaidoyer du CARI.



Publications



Retrouvez sur cariassociation.org

- **Rapport de la participation du CARI, des membres du ReSaD et du RADDO à la COP14 de la CNULCD**

ACCOMPAGNER LES ACTEURS FRANÇAIS

Le CARI se positionne en France comme un accompagnateur de structures françaises, qu'il s'agisse d'associations ou de collectivités locales, afin de les aider dans le montage et le déploiement de leurs projets d'une part, mais aussi afin de les fédérer sur des thématiques phares, dont celle de la désertification.

L'action au sein de la région Occitanie

Le CARI est membre du réseau régional multi-acteurs Occitanie Coopération dont il est administrateur depuis 2017, ainsi que d'Agropolis international (association regroupant les acteurs de la recherche agronomique pour le développement) dont il est administrateur depuis 2016. Cette année, le travail avec ces deux acteurs a permis d'aboutir à la création d'un groupe de travail sur l'agriculture et l'alimentation durable au sein d'Occitanie Coopération. Cette décision a été lancée lors de la dernière Agora d'Occitanie Coopération en décembre 2019.

Ce groupe de travail régional sera également l'occasion de tester l'accompagnement des acteurs au niveau du GTD et renforcer son action en région.

Avec ces deux partenaires, rejoints par Terre Nourricière, le CARI démarre la réponse à un appel à projet de la région sur le renfort du lien entre scientifiques et société civile, aussi bien au niveau scolaire qu'au niveau des acteurs de la solidarité internationale. Ce projet devrait pouvoir voir le jour au second semestre 2020.

GTD - Groupe de Travail Désertification

Objectif : porter la voix de la société civile à la CNULCD et renforcer les capacités des acteurs en matière de lutte contre la désertification.



Année 2019
renouvellement annuel



112 000 €

Bailleurs :



Coordination :



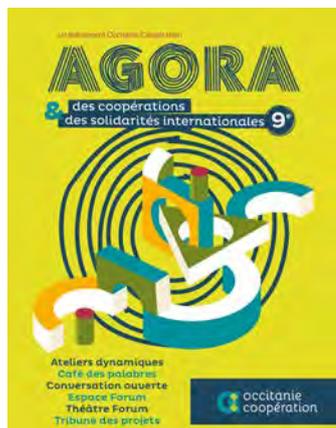
Partenaires : 17 ONG françaises, le Comité Scientifique Français Désertification (CSFD), deux entreprises, trois collectivités locales.

Le GTD est un réseau multi-acteurs qui trouve sa force dans la diversité des profils de ses membres : des ONGs, un comité scientifique, des collectivités locales, des entreprises... Mais aussi dans le lien étroit qu'il a tissé et qu'il entretient avec les responsables politiques en France.

Le GTD a pour objectif de mobiliser l'opinion publique et renforcer la concertation et l'action des organisations et institutions de développement en France, pour une mise en œuvre plus efficace des actions dans le cadre des enjeux de la Convention des Nations unies de lutte contre la désertification (CNULCD).

Au fil des années et au fur et à mesure de son implication dans ces diverses dynamiques, le GTD s'est aussi affirmé comme une force motrice des sociétés civiles accréditées à la CNULCD. Il est animé depuis 1999 par le CARI. Ses objectifs sont :

- Peser sur la prise de décision ;
- Accompagner l'action des membres ;
- Sensibiliser l'opinion publique.



Une année de rencontres internationales

Avec la 14^{ème} Conférence des Parties (COP) de la CNULCD et le sommet Désertifications, le GTD s'est centré en 2019 sur la construction de positions de plaidoyer. Plusieurs membres du GTD ont participé au sommet international de la société civile, Désertifications 2019, organisé par le CARI à Ouagadougou au Burkina Faso afin de préparer la COP14 qui s'est tenue en septembre à New Delhi.

Au sein de la délégation française, le GTD était représenté par Bernard Terris (Danaya, chargé de liaison ReSaD), Sylvain Berton (Agrisud France), Patrice Burger, Manon Albagnac et Mathilde Bourjac (CARI). C'est tout un travail de décryptage de la Convention et des enjeux de la COP14 qui a été mis en place en amont et diffusé au niveau des membres, pour faciliter leur implication.

L'année 2019 a été aussi l'occasion de poursuivre le travail de capitalisation, notamment sur les actions des membres du GTD. Plus de 40 projets ont été répertoriés sur la base de données au sein de « fiches projets ». D'autre part, grâce à une équipe de bénévoles active au CARI, nous avons aujourd'hui plus d'une vingtaine de « fiches techniques de lutte contre la désertification » en ligne sur le site du GTD et plusieurs en préparation.

Publications



Retrouvez sur gtdesertification.org

- [Des fiches projets](#)
- [Des fiches techniques de lutte contre la désertification](#)



Capture d'écran de la base de donnée GTD.

pS-Eau - antenne Occitanie et réseau Maroc

Objectif : Accompagner les porteurs de projet en Occitanie travaillant sur l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement et les acteurs au Maroc.



Année 2019
renouvellement annuel



12 000 €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



pS-Eau : un partenariat pérenne

Le pS-Eau est un réseau dédié à l'accompagnement des acteurs du sud pour l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement. Créé en 1984, le pS-Eau est structuré depuis 2000 en association loi 1901.

Le CARI anime l'antenne Méditerranée. Le partenariat entre le pS-Eau et Occitanie Coopération s'est poursuivi en 2019 par plusieurs activités :

- Une rencontre autour de l'accompagnement aux changements des pratiques d'hygiène et assainissement ;
- Une deuxième journée d'échange avec les métropoles du sud de la France sur la mise en œuvre de la loi Oudin-Santini ;
- La participation à l'Agora d'Occitanie Coopération ;
- Une rencontre "Gestion de l'eau : de l'eau domestique à l'agriculture, retours d'expériences au Burkina Faso et en Inde" ;
- Un temps d'échanges avec les acteurs d'Occitanie et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse sur le nouveau programme de l'agence.

Comme chaque année, un travail avec différents acteurs de la région a eu lieu : la poursuite de l'accompagnement d'AGIRabcd sur un projet agricole au nord du Togo et l'association Bages Jalboun de coopération entre la ville de Bages dans l'Aude et Jalboun en Palestine.

Le CARI et le pS-Eau ont participé à la préparation officielle du sommet des deux rives qui a eu lieu à Marseille en juin 2019. C'est le REF-Réseau Euromed France qui les a représenté sur place. Ce sommet des pays du 5+5 de la Méditerranée s'est conclu par une volonté de placer la société civile au centre de la coopération euro-méditerranéenne.

À la suite de cet événement, le CARI a proposé la mise en place d'un travail sur la réutilisation des eaux usées, réalisé en 2020 par une stagiaire. Les résultats de son stage seront portés dans différentes instances de plaidoyer, dont le sommet des deux rives.



SAUVEGARDER LES OASIS

Le CARI a été précurseur sur la question oasienne. Ces bijoux du désert sont des écosystèmes fragiles, sensibles au changement climatique et délaissés par les jeunes.

Le CARI accompagne la concertation entre associations oasiennes et contribue au partage d'expériences. Il porte, avec les oasiennes et oasiens, un plaidoyer national et international pour favoriser la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel que représente les oasis.

Au Maghreb, la société civile n'a pas les mêmes libertés de parole que l'on peut avoir ailleurs.

Le CARI facilite alors cette parole pour demander des changements parfois difficiles à exprimer. Le CARI coordonne le RADD0 (Réseau Associatif de Développement Durable des Oasis) et contribue à plusieurs projets en Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

Le RADD0 engagé dans la structuration du milieu associatif oasien

Avec presque 20 ans d'existence, le RADD0, à travers son Programme d'Actions Concertées des Oasis (PACO IV), renforce les organisations de la société civile oasienne et appuie la diffusion de pratiques de gestion durable des ressources naturelles.

Priorité 2019 renforcer l'ancrage territorial du réseau

Les membres ont donc recensé des nouvelles associations locales et organisé avec elles des rencontres et formations. Cela a permis de créer une forte dynamique d'échanges entre les associations oasiennes des pays concernés : l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie ainsi qu'une animation du « maillage RADD0 ».

En parallèle, un appui aux petites associations et structures locales en matière d'investissement a été initié à travers des financements en cascade, appelé « fonds souples ». Par des appels à candidature, des microprojets ont été financés et accompagnés dans leur mise en œuvre par les points focaux du RADD0. Ces microprojets concernaient en Algérie l'apiculture, la sensibilisation à la valorisation des déchets et leur transformation en compost ; au Maroc sur la réhabilitation d'un ksar et en Tunisie sur l'artisanat féminin et la consommation locale. La Mauritanie prévoit ces financements en 2020, année où le document de capitalisation sur cette démarche sera publié.

Programme d'Action Concertée des Oasis Maghreb et en zone Saharienne (PACO IV)

Objectif : Promouvoir le développement durable des oasis du Maghreb et de la zone saharienne en sauvegardant et valorisant le patrimoine culturel, économique, social et culturel



septembre 2017
août 2020



1,4 millions €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



Publications



Retrouvez sur raddo.org

- [Magazine El Waha n°10 sur l'adaptation au changement climatique en terre oasienne](#)



Une approche renforcée en Algérie

Le projet DevOasis est mené dans le cadre du programme d'action pilote pour le développement rural et l'agriculture, initié entre la délégation de l'Union européenne en Algérie et l'État algérien. Il vise également à renforcer la structuration du milieu associatif algérien dans la Wilaya de Ghardaïa. Appuyées par le CARI, les associations APEB et El Argoub, basées à Beni Isguen et à Lagouat renforcent les capacités des acteurs de la société civile oasienne, appuient leur organisation en réseau et développent des filières de productions agricoles.

Plusieurs activités ont abouti en 2019 : une étude sur les oasis en Algérie, un recensement et une caractérisation des associations existantes dans le sud algérien, des formations à la gestion de projet, à la recherche de financements ainsi qu'à la gestion organisationnelle et financière pour les associations identifiées. Par ailleurs, des formations techniques ont été dispensées au niveau local auprès des femmes, des hommes et des jeunes des oasis, sur l'agroécologie, l'économie sociale et solidaire et la valorisation des produits oasiens afin de contribuer au développement économique de la région.

Outre ce volet opérationnel, le projet vise aussi à renforcer le plaidoyer pour les oasis algériennes, afin d'influer sur les responsables politiques. En 2018, les acteurs algériens ont suivi une formation au plaidoyer et rédigé une stratégie de plaidoyer nationale pour la préservation des oasis du sud algérien, grâce à l'expertise du CARI en la matière. Ce plaidoyer est, comme le veut la marque de fabrique du CARI, basé sur une concertation multi-acteurs. En 2019, les associations algériennes ont préparé des documents de position pour les responsables politiques. Les résultats sont finalisés début 2020 lors d'un atelier réunissant des associations, des institutions locales et nationales par la validation de recommandations et d'une feuille de route que chaque partie prenante s'engage à tenir.

Appui aux acteurs locaux pour un développement rural durable des oasis du sud algérien (Dev-oasis)

Objectif : Renforcer des organisations oasiennes de développement durable.



De décembre 2017
à mars 2019
Prolongation mars 2020



312 860 €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



Publications



Retrouvez sur raddo.org

- [Pour un développement rural durable des oasis du sud algérien](#)



Dernière année du projet GASSOM au Maroc, en Tunisie et en Mauritanie

L'année 2019 marque la dernière année du projet de Gestion Adaptative des Oasis du Maghreb (GASSOM), porté en partenariat par la FAO et le RADDO. Comme dans le projet DevOasis, un volet plaidoyer a été réalisé en 2019. Sur la base des stratégies de plaidoyer nationales élaborées en 2018, l'année a commencé avec une rencontre régionale au Maroc réunissant des associations, des scientifiques et des responsables politiques des trois pays.

Lors de ce rassemblement, le CARI a contribué à boucler les stratégies pays et élaborer la stratégie de plaidoyer internationale. Les recommandations produites ont été partagées lors du forum « Land and Water days » du printemps 2019 au Caire, lors de Désertifications 2019 et lors de la COP14 de New Delhi.

Pour décrire la gestion adaptative dans les oasis face aux changements qu'elles subissent, les partenaires GASSOM ont créé 60 fiches bonnes pratiques (initiées en 2018), accessibles sur le site du RADDO. 33 ont été sélectionnées pour faire partie d'un recueil publié à l'échelle internationale. Les thématiques traitées sont l'eau, la gestion des ressources naturelles, la gouvernance et la valorisation des produits.

Certaines de ces bonnes pratiques sont aussi valorisées dans un petit film qui sera diffusé après validation par la FAO. Cette dynamique a nourri le plaidoyer évoqué précédemment, en soulignant l'enjeu de préserver les oasis comme patrimoine international.

Gestion Adaptative et Suivi des Systèmes Oasiens au Maghreb (GASSOM)

Objectif : Améliorer la gestion et le suivi du patrimoine naturel oasien tout en renforçant la résilience des populations locales.

janvier 2017
décembre 2020



8 millions €
dont 370 000 € portés
par le RADDO

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



Publications



Retrouvez sur raddo.org

- [Document de position "pression sur les terres oasiennes"](#)
- [60 fiches bonnes pratiques](#)



Oasis : l'engagement des jeunes

Piloté par France Volontaires, le projet TERO (Territoires Engagés pour la Résilience des Oasis) vise à renforcer la résilience des communautés locales du Maroc, de Tunisie et de Mauritanie face aux risques liés aux changements climatiques, en impliquant de jeunes volontaires localement. Les structures partenaires membres du RADDO ont accueilli des jeunes volontaires. Objectif : les amener à sensibiliser les communautés locales aux actions d'adaptation au changement climatique.

En 2019, une étude réalisée par le CARI et le CIEDEL sur l'engagement volontaire des jeunes des oasis a été publiée sur la base d'histoires d'engagement et de paroles d'acteurs et d'actrices. Ce projet a permis au CARI de renforcer son expertise sur l'implication de la jeunesse oasienne, axe essentiel pour construire l'avenir de ces zones fragiles.

L'événement final de TERO a été le campus international qui a duré pendant trois semaines en Tunisie. Ensemble, les jeunes volontaires du Maroc, de Mauritanie, Tunisie et d'Europe ont mis en œuvre un plan de gestion des risques écosystémiques au niveau de la communauté de l'oasis de Chenini.



Amani Belgassem, volontaire de l'ASOC (Tunisie).

TERO

Objectif : Renforcer la résilience des communautés oasiennes de trois pays du Maghreb (Maroc, Mauritanie et Tunisie), face aux risques liés au changement climatique à travers l'implication locales des jeunes volontaires.



janvier 2018
décembre 2020



768 214 €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



Publications



Retrouvez sur raddo.org :

- [Résilience écologique : des outils pour la mobilisation des jeunes](#)
- tero.focsiv.it

GÉRER DURABLEMENT LES TERRES AU SAHEL

L'intervention du CARI au Sahel s'inscrit dans une volonté d'améliorer, dans cette zone particulièrement fragile, la situation des populations rurales dans les franges arides. Dans un contexte où de nombreuses ONG sont déployées, le CARI se caractérise par une volonté d'améliorer la structuration de ce milieu associatif autour de la thématique de la lutte contre la dégradation des terres. En 2019, son intervention s'est organisée principalement au sein du ReSaD (Réseau Sahel Désertification), qui rassemble des plateformes nationales de la société civile au Burkina Faso, en France, au Mali et au Niger.

Une troisième phase de financement pour une pérennisation

Le projet ReSaD III (2018-2021) cofinancé par l'AFD permet aux plateformes, membres du réseau, de poursuivre leurs actions collectives de renforcement des capacités et de plaider, dans les cadres de la Convention Désertification et de l'Initiative pour une Grande Muraille Verte au Sahara et au Sahel. Un enjeu majeur du projet ReSaD III concerne l'amélioration de l'animation du réseau dans les pays et entre les pays pour permettre son déploiement à moyen terme.

En ce qui concerne la mise en œuvre du projet, l'année 2019 a été marquée par la construction d'une stratégie d'influence des parties prenantes du réseau autour de la COP14 de la Convention Désertification.

Chaque plateforme du ReSaD a organisé la concertation de ses membres pour produire des positions communes en amont de la COP, puis a envoyé une délégation au sommet Désertifications 2019 pour une mise en commun des positions de la société civile internationale (voir p.7). Une représentation des plateformes membres du ReSaD a ensuite participé à la quatorzième COP de la CNULCD à New Delhi en Inde au sein d'une délégation coordonnée par le CARI (voir p.7). Un autre temps fort de 2019 a été la formalisation du partenariat avec le REFEDE, pour porter le projet ReSaD III au Mali.

Le Réseau des Femmes pour les Droits Environnementaux rassemble des organisations féminines afin d'être un interlocuteur des pouvoirs publics et un espace de renforcement des capacités pour ses membres. Une mission de la coordinatrice du ReSaD au Mali en octobre 2019 a permis de faire le bilan des premiers mois de collaboration avec le REFEDE, qui ont été très satisfaisants.

Resad III

Objectif : Renforcer la société civile dans la lutte contre la dégradation des terres.

 septembre 2018 - août 2021  731 430 €

Bailleurs :    

Coordination :

Partenaires :     

Envisager un déploiement du réseau, après la fin du financement par l'AFD, passera aussi par le montage de projets dans chaque pays.

Le CARI a donc accompagné le CNCOD, la plateforme nigérienne, dans le montage d'un projet, en réponse à un appel de l'Union européenne. Le projet débute en 2020 et vise la professionnalisation du CNCOD, en tant que plateforme au service de ses membres sur le plan national et plus particulièrement dans les régions d'Agadez et de Tahoua. Le projet intègre notamment la mise en place d'un fonds souple pour le financement de microprojets portés par les organisations de la société civile membres du CNCOD. Le CARI fournira un accompagnement au CNCOD tout au long du projet pour sa bonne réalisation.

Début de déploiement du module de form'action dans les pays sahéliens anglophones

Depuis 2017, le CARI a débuté le projet « Réduire les écarts dans la Grande Muraille Verte », exécuté par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) et financé par le GEF (Fonds mondial pour l'environnement) et ONU-Environnement.

Ce projet intervient sur les 11 pays de l'Initiative pour une Grande Muraille Verte au Sahara et au Sahel. En 2019, les acteurs du projet ont initié la diffusion du module de form'action des collectivités au montage de projets de gestion durable des terres dans les pays anglophones. Dans un premier temps, les supports du module ont été traduits et imprimés en anglais.

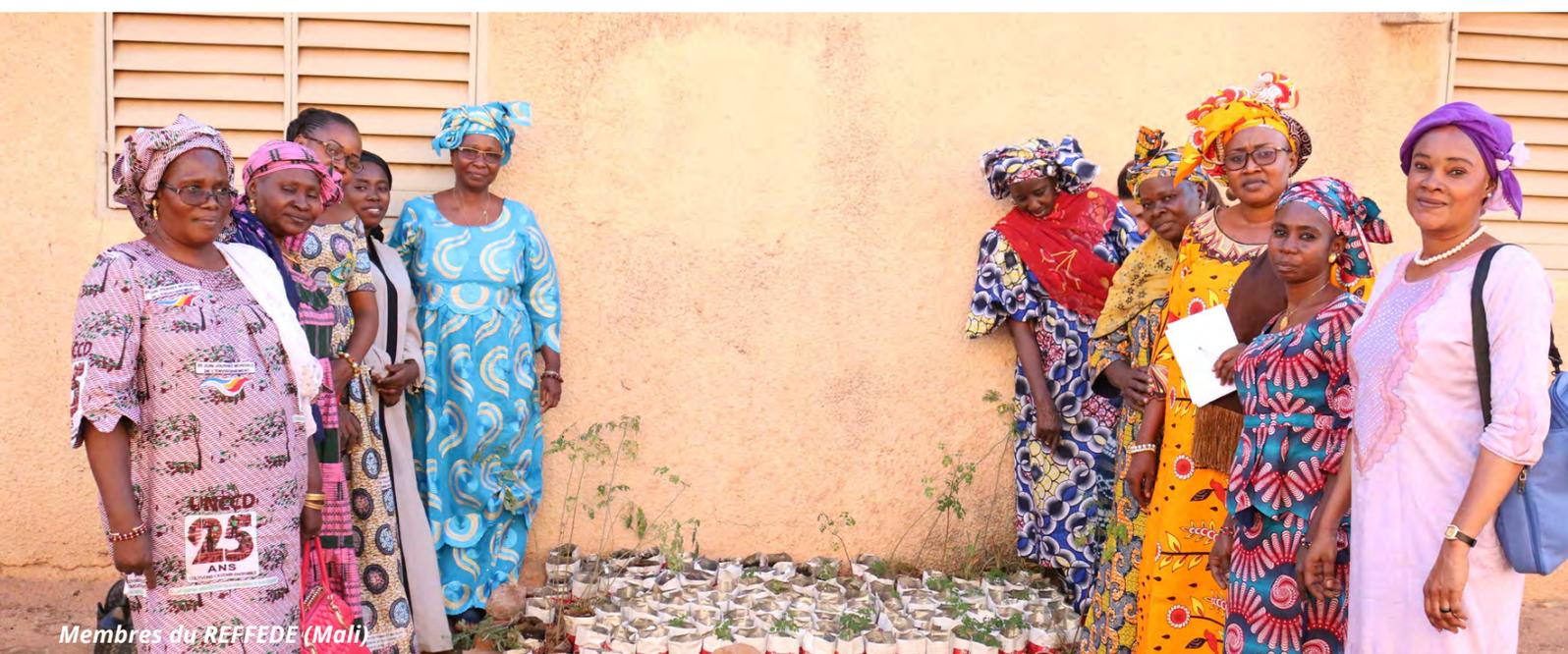
En décembre 2019, le CARI et le CIEDEL ont animé une formation à destination d'acteurs d'Éthiopie, d'Érythrée, du Soudan et du Nigéria. Les représentantes et représentants d'organisations de la société civile, des services techniques étatiques et de la recherche en présence ont montré un fort intérêt pour le module de form'action et ont sollicité un accompagnement pour sa diffusion dans leurs pays.



Publications

Retrouvez sur resad-sahel.org

- [Module de form'action des collectivités territoriales en anglais](#)
- [Lettres du ReSaD n°15 et n°16](#)
- [Document de capitalisation « Accompagner les communes à prendre en main la gestion durable des terres dans le cadre de l'Initiative pour une Grande Muraille Verte au Sahara et au Sahel »](#)





PROMOUVOIR L'AGROÉCOLOGIE EN ZONES ARIDES

La thématique de l'agroécologie est portée par le CARI depuis sa création. A travers des projets de terrain tout d'abord, puis de formations et d'échanges d'expériences. Aujourd'hui, le CARI souhaite profiter d'un projet d'envergure pour redynamiser cette thématique et lui donner le poids qu'elle mérite lorsque l'on s'intéresse aux zones arides. Via le projet Avaclim et ses collaborations avec le GTAE et d'autres partenaires impliqués sur cette thématique, le CARI entend poursuivre son engagement en faveur de l'agroécologie.



Donner de la valeur à l'agroécologie en zones arides

Le projet Avaclim appuie le développement de l'agroécologie dans les zones sèches de sept pays : Afrique du Sud, Brésil, Burkina Faso, Éthiopie, Inde, Maroc et Sénégal.

Bâti sur la conviction que l'agroécologie est une des approches les plus prometteuses pour faire face aux changements climatiques, ce projet renforcera la connaissance disponible sur le sujet. Il permettra la diffusion des impacts positifs de l'agroécologie en matière environnementale, sociale et économique.

Après plusieurs années de travail acharné pour trouver des financements au projet, l'année 2019 a vu les efforts du CARI récompensés : le FFEM et le GEF ont accepté de collaborer (le FFEM s'était positionné dès 2015 pour 30% du financement).

Le CARI a concrétisé un travail administratif majeur avec la préparation de l'ensemble des conventions (bailleurs et partenaires), la mise à jour de documents pour les partenaires (cadre logique, budgets, etc.) et la préparation de l'atelier de lancement organisé en janvier 2020.

Une fin d'année très chargée donc, soutenue par l'arrivée de la coordinatrice du projet : Sara Moyret.

Avaclim, une voie d'adaptation au changement climatique dans les zones sèches

Objectifs : Créer les conditions nécessaires au déploiement de l'agroécologie en zones arides.

 janvier 2020
décembre 2022

 3,1 millions €

Bailleurs :



Coordination :



Partenaires :



GTAE - Groupe de Travail sur les Transitions Agroécologiques

Objectif : Se donner une méthodologie commune pour évaluer des pratiques agroécologiques.



créé en 2016



pas de budget spécifique

Bailleurs :



Membres fondateurs :



GRUPE DE TRAVAIL SUR LES TRANSITIONS AGROECOLOGQUES

OSCAR : Renforcer les organisations de la société civile pour des transitions Agroécologiques Réussies

Objectif : Expérimenter sur le terrain l'outil d'évaluation de l'agroécologie qu'est le mémento



3 ans



341 068 €

Bailleurs :



Une consolidation des acquis et de nouvelles perspectives pour la suite

L'année 2019 a été marquée pour le GTAE (Groupe de Travail sur les Transitions Agroécologiques) par la publication du "Mémento pour l'évaluation de l'agroécologie". Ce mémento est un outil méthodologique pour l'évaluation des conditions de développement de l'agroécologie et des effets agro-environnementaux et socio-économiques des pratiques et systèmes agroécologiques. Il est issu d'un travail collaboratif de deux ans entre les membres du GTAE et des partenaires scientifiques (IRD, Cirad, AgroParisTech). Destiné aux acteurs du développement, il se veut être un outil opérationnel avec une méthodologie fiable et commune permettant la production systématique de références. Celles-ci manquent encore souvent aujourd'hui pour promouvoir et accompagner le développement de l'agroécologie.

2019 a aussi été l'occasion pour le GTAE de terminer la rédaction du projet OSCAR, soumis pour soutien financier à l'AFD, qui vise la mise à l'épreuve de la méthode proposée par le mémento dans quatre pays : Burkina Faso, Haïti, Équateur, Cambodge.

Le démarrage de ce projet est prévu en 2020.

Publications



Retrouvez sur cariassociation.org

- Mémento pour l'évaluation des conditions de développement de l'agroécologie

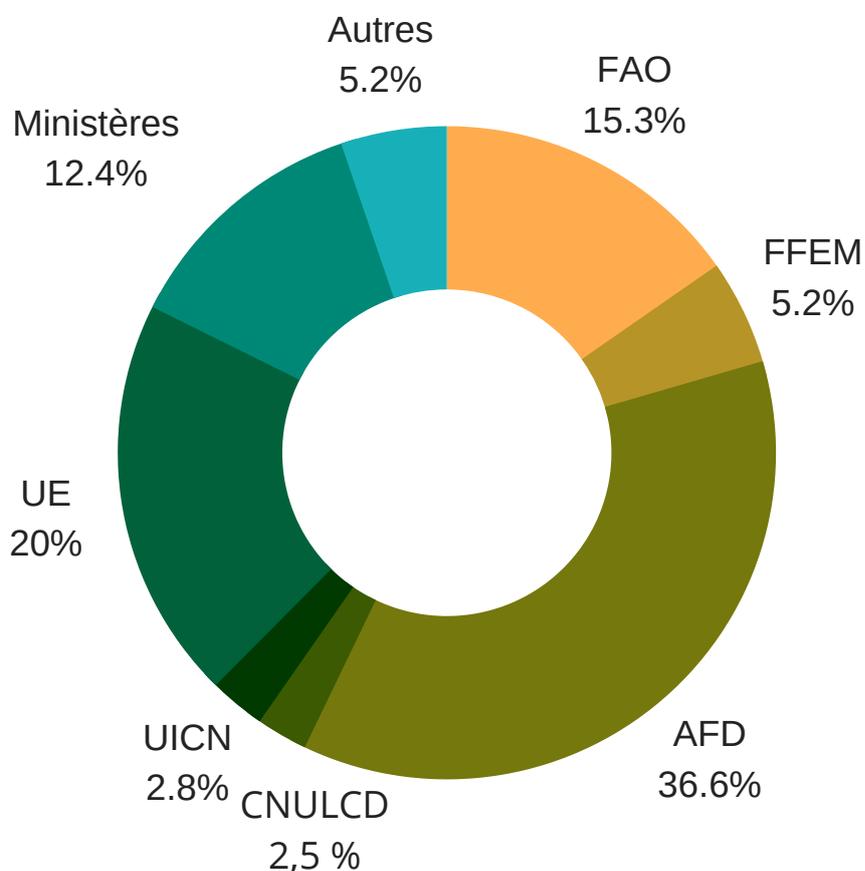


Signature de la convention Avaclim entre le CARI et FFEM

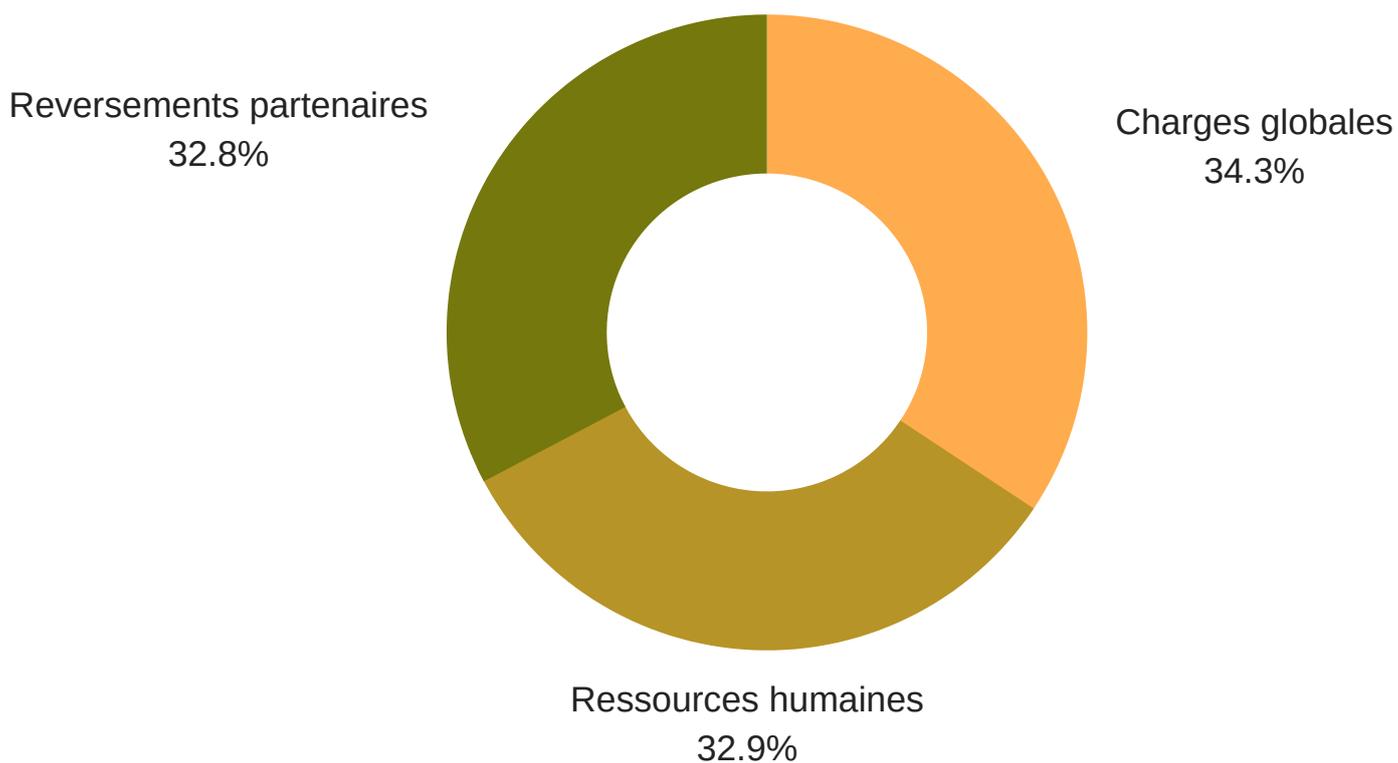
RAPPORT FINANCIER

Cette année 2019, le CARI termine avec un résultat net de 47 793 € non négligeable. Il permet de confirmer la bonne santé budgétaire entamée en 2018 après trois années légèrement déficitaires. Ce résultat s'explique notamment par une baisse des charges sociales mises en place par l'État. Pour le CARI, cela représente plus de 20 000 € avec le même montant de salaire brut qu'en 2018. Ce bon résultat permet de renforcer les fonds propres à plus de 120 000 €. De quoi faire face à la fois aux retards de paiements concernant les subventions mais aussi, quand cela est nécessaire, d'effectuer des avances de trésorerie sur les projets au profit de nos partenaires sur le terrain.

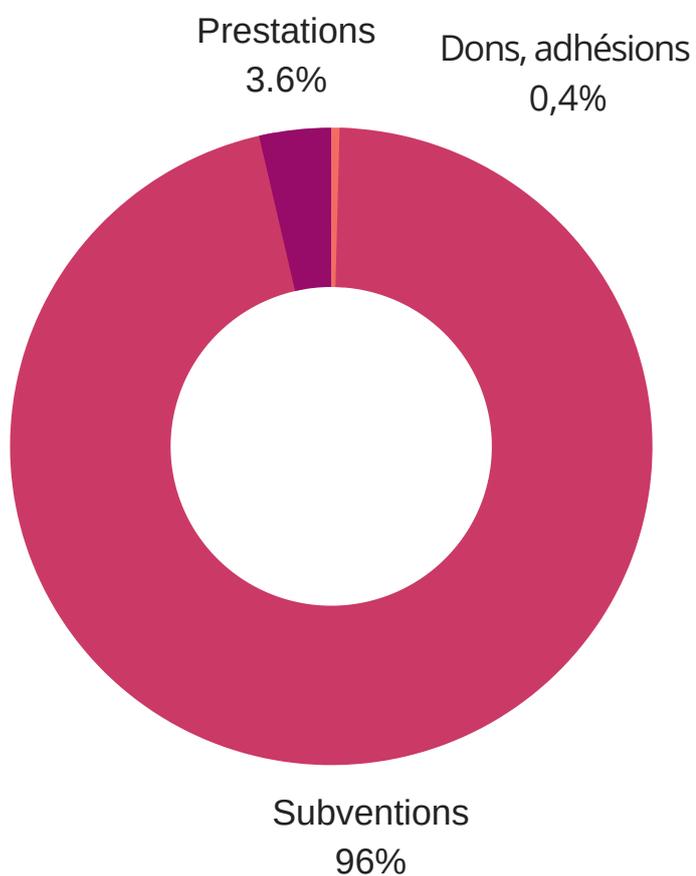
La répartition des subventions



La répartition des charges | Total : 778 152 €



La répartition des produits | Total : 825 945 €



CONSEIL D'ADMINISTRATION



PRESIDENT
Patrice Burger

— Les membres du bureau —



VICE PRESIDENT
Antoine Cornet



TRÉSORIÈRE
Françoise Boutonnet



SECRETARIRE
Alain Catherine

— Les membres du conseil d'administration —



Sylvain Berton



Omar Bessaoud



Fabien Boulier



Marc Dufumier



Michel Herrmann



André Marty



Robert Morez



Jacques Prade

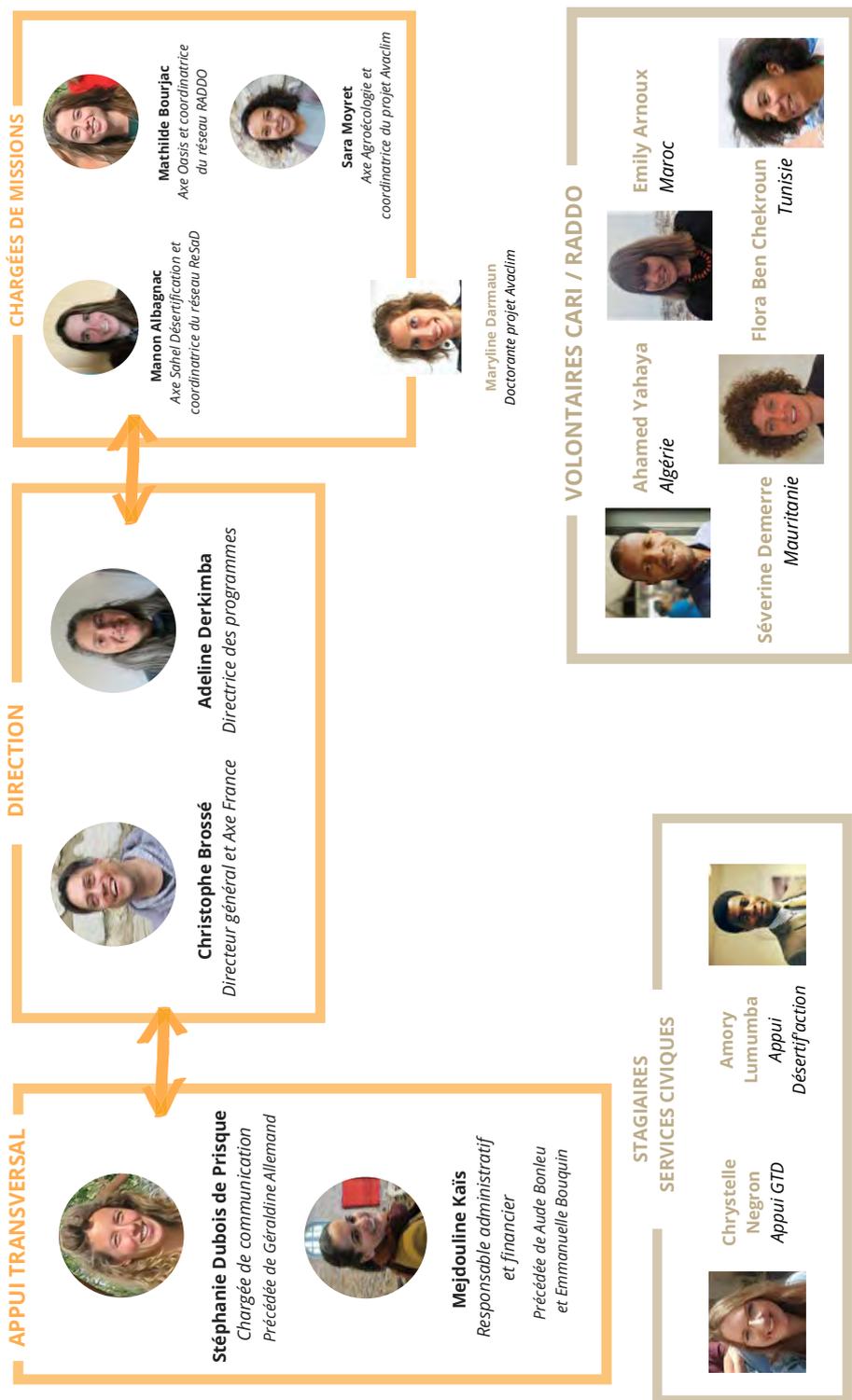


Mélanie Requier



Emilie Rousselou

EQUIPE SALARIÉE



PARTENAIRES

PUBLICS



PRIVÉS



ASSOCIATIFS



SCIENTIFIQUES



RÉSEAUX COORDONNÉS PAR LE CARI



Le CARI est une association de solidarité internationale qui agit depuis plus de 20 ans dans la lutte contre la désertification.

Pour répondre à la dégradation des terres en zones arides et sauvegarder les patrimoines nourriciers, le CARI promeut un modèle agricole durable (agroécologie, agriculture familiale).

Les réseaux d'acteurs coordonnés par le CARI



www.gtdesertification.org

www.resad-sahel.org

www.raddo.org



Centre d'Actions et de Réalisations Internationales

12 rue du courreau, 34380 Viols le Fort

+33 (0)4 67 55 61 18 | contact@cariassociation.org

www.cariassociation.org |   